

Résumé : 1/ HM Revenues and Customs (HMRC) organise la mise en place du dispositif de soutien aux travailleurs indépendants 2/ Le gouvernement annonce une nouvelle aide pour les éleveurs laitiers anglais en difficulté en parallèle du lancement d'une campagne de promotion des produits laitiers 3/ Banque d'Angleterre : maintien du taux directeur à 0,1% et publication d'un scénario économique 4/ Les fédérations alertent le gouvernement sur le risque de licenciements si le dispositif de financement public du chômage partiel venait à être démantelé prématurément 5/ Le PMI composite de Markit s'est établi à 13,8 en avril contre 36 en mars.

1. Évolution épidémiologique

Au 6 mai à 9 heures du matin, il y avait 1 448 010 tests. Le 5 mai, il y a eu 69 463 tests. 1 072 144 personnes ont été testées et 201 101 ont été testées positives.

Selon des données préliminaires relayées par la presse, le nombre de décès liés au COVID-19 attendrait un total de 30 459, en hausse de 449 par rapport à hier.

2. Mesures nouvelles de soutien économique

HM Revenues and Customs (HMRC) organise la mise en place du dispositif de soutien aux travailleurs indépendants – Afin de soutenir les indépendants à survivre à la crise sanitaire et économique, le gouvernement avait annoncé que les travailleurs indépendants pourraient recevoir une subvention équivalente à 80 % de leurs revenus (moyenne des revenus à partir des données disponibles sur les trois dernières années) à concurrence de 2 500 £ maximum/mois et pour un total des versements ne pouvant excéder 7 500£.

Ce dispositif de soutien est octroyé à trois conditions : (i) revenu moyen inférieur à 50 000 £/an (pour limiter la fraude, moyenne établie sur 1 an au moins et 3 ans au plus - en revanche, pas de solutions pour les "nouveaux" indépendants ne pouvant pas justifier d'un exercice comptable complet) ; (ii) la majorité des revenus du travailleur doit provenir de l'activité d'indépendant ; et (iii) le travailleur a rempli sa déclaration de revenus de 2019 en tant qu'indépendant. HMRC a commencé à contacter 3,5 millions de personnes qui pourraient être éligibles à ce dispositif de soutien.

À partir de cette semaine, les personnes susceptibles d'être éligibles recevront une lettre, un courriel ou un message par téléphone de HMRC contenant des informations sur la manière de faire une demande en ligne à partir du 13 mai. Si la demande d'un *self-employed* est acceptée, les premiers versements seront effectués avant le 25 mai, ou six jours ouvrables après la demande.

Le gouvernement annonce une nouvelle aide pour les éleveurs laitiers anglais en difficulté en parallèle du lancement d'une campagne de promotion des produits laitiers - Les producteurs laitiers d'Angleterre qui verront leur revenu diminuer d'au moins 25% sur les mois d'avril et de mai pourront obtenir une aide allant jusqu'à 10 000 £ couvrant au maximum 70 % de leurs pertes de revenus en avril et mai. Cette initiative intervient alors que l'*Agriculture and Horticulture Development Board* (AHDB) a lancé aujourd'hui conjointement avec les gouvernements écossais, gallois, l'exécutif d'Irlande du Nord et Dairy UK une nouvelle campagne publicitaire sur 12 semaines dotée d'1 M£ visant à augmenter la consommation de lait dans les foyers britanniques.

3. Impact économique et financier

Banque d'Angleterre : maintien du taux directeur à 0,1% et publication d'un scénario économique - Le comité de politique monétaire (MPC) de la Banque d'Angleterre s'est réuni le 6 mai et a décidé à l'unanimité de maintenir son taux directeur inchangé à 0,1 %. Il a également décidé de maintenir le montant du programme d'achats d'actif inchangé à 645 Md£, à 7 voix contre 2. Jonathan Haskell et Michael Saunders ont voté pour l'augmentation de 100 Md£ des achats d'actifs.

La BoE a publié en parallèle un scénario économique prenant en compte les effets du Covid-19 sur le Royaume-Uni. Les perspectives économiques proposées ont été construites sous l'hypothèse d'un confinement en place jusqu'à début juin, et de la levée graduelle des mesures de distanciations sociales au cours des quatre mois suivants, jusqu'à la fin du T3. Les mesures de soutien mises en place par le gouvernement seraient graduellement supprimées sur la même périodicité. La BoE a également retenu l'hypothèse de la conclusion d'un accord de libre-échange entre le RU et l'UE d'ici au 1er janvier 2021.

Selon son scénario, l'activité britannique se contracterait de 3 % au T1 et 25 % au T2, s'établissant à -30 % au total au premier semestre. Les dernières données de paiements indiqueraient une réduction de 30 % de la consommation des ménages au T2. Selon l'enquête de la BoE auprès des décideurs du secteur privés (Decision Maker Panel), les ventes d'entreprises auraient diminué de 45 % et l'investissement de 50 % au T2 2020 par rapport à l'année dernière. Sur l'année 2020, le PIB devrait se contracter de 14 % avant de rebondir de 15 % en 2021.

S'appuyant sur les derniers chiffres de demande aux allocations sociales (+ 1,8 M entre le 16 mars et le 28 avril, 6 fois le volume observé en temps normal), la BoE estime que le taux de chômage atteindrait 9 % au T2 et se stabiliserait à 8 % à la fin de l'année 2020. Le mécanisme de chômage partiel introduit par le gouvernement (Coronavirus Job Retention Scheme), dont 6,3 M de britanniques bénéficiaient début mai, aurait permis de limiter la hausse du chômage.

Les effets de la crise sur l'inflation sont difficilement observables, certains secteurs ayant complètement arrêté leur activité alors que d'autres font face à une hausse de la demande. Mais la baisse substantielle des prix de l'énergie (pétrole et électricité) devrait entraîner une diminution de l'inflation, attendue autour de 0 % en 2020 et 0,5 % en 2021.

Publication du Business Survey de l'Office for National Statistics - La dernière enquête de l'ONS auprès de 6 114 entreprises britanniques pour la période du 6 au 19 avril révèle que 77 % des entreprises ont continué leur activité. Il n'y aurait que peu de différence entre les entreprises de moins de 250 employés (75 % auraient continué leur activité) et celles de plus de 250 employés (80 %). La proportion d'entreprises encore en activité est similaire parmi les pays formant le RU.

Le secteur ayant enregistré le plus de fermeture d'entreprise est celui de l'hôtellerie et de la restauration (81 %), suivi par le secteur des arts, loisirs et divertissements (80 %).

Parmi les entreprises ayant continué leur activité, 58 % ont indiqué que leur profit avait diminué alors que 30 % n'avaient pas vu leur profit changer. Sur la totalité des entreprises interrogées (en activité ou non), 28 % de la main d'œuvre a été *furloughed* mais moins d'1 % aurait perdu son emploi de façon définitive. Les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie, et des loisirs et divertissements sont à nouveau ceux ayant placé la plus grande part d'employés au chômage partiel, bien au-dessus des autres

secteurs. Les entreprises ont eu recours aux différents mécanismes de soutien mis en place par le gouvernement : 67 % ont eu recours au *Coronavirus Job Retention Scheme* ; 56 % ont demandé un délai pour payer la TVA ; 27 % ont demandé un délai pour payer la taxe professionnelle ; 11 % ont demandé des subventions ou des prêts garantis par le gouvernement.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Les fédérations alertent le gouvernement sur le risque de licenciements si le dispositif de financement public du chômage partiel venait à être démantelé prématurément – Alors que le gouvernement étudie les moyens de prolonger le *Job Retention Scheme* à certains secteurs tout en réduisant progressivement le niveau de l'aide - actuellement de 80 % du revenu, jusqu'à un plafond mensuel de 2 500£ - les fédérations ont indiqué au gouvernement qu'un grand nombre des 6M de travailleurs bénéficiant du *scheme* pourraient se retrouver au chômage en cas de retrait trop rapide du soutien du gouvernement.

Jusqu'à 2 M d'emplois seraient menacés dans le seul secteur de l'hôtellerie et de la restauration, selon les représentants du secteur, qui avertissent que de nombreux restaurants et bars ne pas pourront rouvrir avant plusieurs mois. UKHospitality a en effet déclaré que plus de quatre travailleurs sur cinq étaient en chômage partiel - soit environ 2,5 millions - mais que la plupart de ces emplois seraient menacés sans un soutien prolongé du gouvernement.

MakeUK, principale fédération du secteur manufacturier, a indiqué qu'un arrêt immédiat du *scheme* pour l'industrie aurait "des effets dévastateurs sur l'emploi" dans les usines - entraînant potentiellement des centaines de milliers de licenciements.

Le PMI composite de Markit s'est établi à 13,8 en avril contre 36 en mars - L'indice d'activité s'est effondré pour le secteur des services, s'établissant à 13,4 en avril contre 34,5 en mars. 80 % des entreprises de ce secteur ayant répondu à l'enquête ont indiqué avoir réduit leur activité en avril et 50 % ont eu recours au mécanisme de chômage partiel du gouvernement. Le PMI du secteur de la construction s'est établi à 8,2, bien en dessous de son niveau de mars (39,3) et des attentes (28,0). L'enquête indique que la reprise du secteur devrait être contrainte par le manque de matériaux et les délais de livraison. Le PMI manufacturier a mieux résisté, s'établissant à 32,6 en avril contre 47,8 en mars. Les niveaux de commandes, de production et d'emploi ont tous enregistré leur chute la plus rapide depuis la création de l'indice.